Une Analyse de long terme des dépenses sociales
Sandrine Michel, Delphine Vallade

To cite this version:

HAL Id: hal-01671554
https://hal.umontpellier.fr/hal-01671554
Submitted on 22 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers. L’archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.
Une Analyse de long terme des dépenses sociales
Vers un indicateur synthétique de développement des hommes

Sandrine Michel et Delphine Vallade
Une Analyse de long terme des dépenses sociales
Vers un indicateur synthétique de développement des hommes

Sandrine Michel
Delphine Vallade

Résumé
Les observations quantitatives concernant les dépenses sociales se multiplient. Jusqu’à présent, les rapports entre ces dépenses (éducation, santé, protection de la vieillesse) et la croissance économique de longue période ont été envisagés séparément. Les résultats obtenus sur chacune des composantes des dépenses sociales n’ont donc été que très rarement confrontés. L’objet de cet article est d’interpréter la contribution récurrente de ces dépenses à la croissance et, notamment, leur rôle dans les processus de sortie de crise. Pour cela, l’article avance une caractérisation économique de ces dépenses : les résultats relatifs à chacun de ces champs sont soumis à une interrogation concernant leur caractère unitaire. Dans cette optique, nous construisons un indicateur synthétique de développement des hommes dont nous proposons une conceptualisation.

Mots clés
croissance économique, indicateurs sociaux, régulation

Abstract
A long term analysis of social spending: towards an indicator of human development
There has been a sharp increase in the number of quantitative analyses of social spending. So far, the relationships between each category of social expenditures (i.e. education, health, elderly care) and long-term economic growth have been investigated separately. As a result, their respective findings have not been confronted. The aim of this paper is to consider the recurrent contribution of social expenditures to the process of growth, and to their role in overcoming economic crises. This article proposes an economic interpretation of social spending by comparing and contrasting findings for each of these categories and by questioning their specific evolutions and common patterns. This comparison will be based on a “human development” indicator; the conceptual model is described here.

Key words
economic growth, social indicators, historical development

JEL : O 47, A 13, C 82

Pour citer cet article

1 LASER/CEP, IRD, Université de Montpellier I, Sandrine.Michel@univ-montp1.fr ARPES, Université Montpellier III, delphine.vallade@univ-montp3.fr. Nous remercions les rapporteurs pour leurs remarques et leurs critiques constructives.
Une Analyse de long terme des dépenses sociales
Vers un indicateur synthétique de développement des hommes

Sandrine Michel
Delphine Vallade

L'objet de cet article est de montrer, à partir du cas français, par une analyse de long terme, le caractère structurant des dépenses sociales pour la croissance. Jusqu'ici, chaque vecteur de dépenses sociales, tel que l'éducation (Fontvieille 1990, Carry 1999, Michel 1999), la santé (Schilling 1995), la prise en charge de la vieillesse (Reimat 1997), le chômage (Salais et alii 1990)…, a été envisagé en lui-même et, éventuellement, dans son rapport à la croissance de longue période. Nombre d'observations concernant ces dépenses indiquent que leur croissance est périodique dans le sens où elles constituent un élément de sortie de crise. Nous utilisons cette caractéristique qui leur est commune pour construire un indicateur synthétique dit de développement des hommes. Ce dernier rend compte, conceptuellement, du fonctionnement unitaire de ces dépenses : les progrès périodiques de l'indicateur montrent que les dépenses sociales s'adaptent dans les phases de correction du rapport de production capitaliste dont elles deviennent une composante structurelle.
Cette problématique s'inscrit dans le programme de recherche régulationniste. Dans ces théories, les explications de la croissance des dépenses sociales balancent entre deux déterminants : d'une part, la reproduction de la force de travail et, d'autre part, la répartition entre salaire et profit, avec une nette préférence pour la seconde. C'est la raison pour laquelle ces théories analysent logiquement ces dépenses par la dynamique du rapport salarial. Les explications ont été stabilisées une première fois au début des années 1990 (Saillard 1995). Elles portent alors sur la compréhension de l'essor, après la seconde guerre mondiale, puis de la crise, à partir des années 1970, du rapport salarial fordiste.
Elles ont d'abord mis en avant ces dépenses en tant que consommations collectives : le rapport salarial fordiste repose sur la généralisation d'une reproduction de la force de travail basée sur la consommation individuelle la plus étendue possible, garantie par des mécanismes collectifs de stabilisation du pouvoir d'achat des salariés. Mais, la consommation privée ne pouvant régulariser seule le rapport salarial, des consommations collectives y entrent également, notamment sous la forme d'un salaire différé (Aglietta 1997). En phase de croissance, le rapport équilibré entre les deux composantes de la norme de consommation et l'accumulation est garanti par la possibilité d'affecter une partie du supplément de valeur ajoutée aux consommations collectives. Il est alors généralement admis que lorsque le rapport entre consommations collectives et consommation privée se sera trop alourdi, rien ne s'opposera à la marchandisation des premières. La crise dément cette prévision (Billaudot et alii 1979). Au cours de la crise ouverte dans les années 1970, leur poids progresse encore et de fait, les consommations collectives présentent une certaine autonomie par rapport au mode de régulation fordiste (Lorenzi et alii 1980). En

2 LASER/CEP, IRD, Université de Montpellier I, Sandrine.Michel@univ-montp1.fr ARPES, Université Montpellier III, delphine.vallade@univ-montp3.fr. Nous remercions les rapporteurs pour leurs remarques et leurs critiques constructives.
phase de difficultés, et en dépit de leur rôle de stabilisateurs, les dépenses entrant
dans le salaire différé contribuent à détériorer la rentabilité du capital et constituent, à
cet titre, un facteur de blocage de l'accumulation du capital (Mazier & Baslé & Vidal
1993).
Le propos a ensuite été élargi en interprétant ces dépenses comme des vecteurs d'une
normalisation étatique (Delorme & André 1983 ; Aglietta & Brender 1984). L'accent
est alors mis sur la cohésion sociale qu'elles réalisent à partir de l'énoncé, politique,
de règles et de droits. Les acteurs entrent en effet dans des stratégies de
différenciation, des luttes de classement, qui font prévaloir l'accès quantitatif aux
droits et règles de la norme étatique. Le contenu de la norme étatique est alors défini
à chaque période par un processus politique, nécessairement aléatoire et éloigné de
déterminants économiques.
Enfin, plusieurs travaux quantitatifs portant sur la croissance économique en longue
période, depuis le début du 19ème siècle jusqu'à nos jours, mettent en évidence le
développement contracyclique de dépenses, publiques ou sociales d'éducation, de
santé, de protection de la vieillesse, au cours des longues phases de dépression
economique du début du 19ème siècle jusqu'en 1945. Cette relation s'inverse après la
seconde guerre mondiale et tend, dès lors, à la procyclicité. Ces travaux, initiés sur la
France, ont ensuite été étendus à l'Allemagne (Diebolt 1995) et au Royaume-Uni
(Carpentier 2001) et vérifient, pour l'éducation, les mêmes relations. Ce passage d'un
développement contra-cyclique à un développement pro-cyclique des dépenses pour
les hommes a été interprété par le mouvement long lui-même : à la réversibilité de ce
dernier est associée l'irréversibilité des transformations de la structure économique
pour sortir de la phase de dépression et donc rétablir une croissance vertueuse. Dans
ce cadre, la croissance des dépenses sociales est généralement expliquée par la
nécessité de corriger le retard dont est l'objet le travail vivant dans le rapport de
production. La correction permet alors à celui-ci de renouer avec un niveau
d'efficacité que les difficultés du taux de profit ont fini par déséquilibrer (Fontvieille
1976). Des travaux ultérieurs sur la qualité du travail (Fontvieille 1990 ; Fontvieille &
Michel 2002) élargissent la perspective en montrant que ces dépenses excèdent les
seules dépenses publiques et surtout peuvent être analysées comme une composante
à part entière du rapport de production.
La durée de l'actuelle phase de dépression, la généralisation de la flexibilité et de l'insécurité de l'emploi se sont traduites par de nouvelles recherches régulationnistes.
Ces dernières concernent un renouvellement des notions de plein emploi et de pleine
activité fondé sur une sécurisation des trajectoires professionnelles en lissant la
discontinuité de l'emploi et en assurant une stabilité des revenus (Bocca 1994-1995)
où bien par une extension du droit du travail pour réconcilier flexibilité et sécurité
(Aglietta 1999, Boyer 2002). L'inscription de ces analyses dans le rapport salarial nous
semble pouvoir être complétée.
En effet, d'une part, la croissance périodique de ces dépenses est finalement impressionnante et, d'autre part, si ces dépenses sont effectivement destinées au
facteur travail elles excèdent largement l'utilisation productive de ce dernier. Il est,
par conséquent, de moins en moins possible de théoriser le travail en dehors de
l'éducation, de la formation, de la santé ou de la vieillesse. Plutôt que de raisonner sur
chacune de ses composantes et éventuellement, sur le rapport de chacune d'elle à la
croissance nous proposons au contraire d'interpréter la contribution récurrente de
ces dépenses au processus de sortie de crise comme UNE irréversibilité structurelle de
de la croissance, s'imposant, dans la période actuelle, comme un moteur de la
croissance.
Notre effort dans ce sens entre en résonance avec une série de travaux portant sur la
mesure de la croissance et, derrière elle, de la richesse. Depuis une vingtaine

Pourtant, ces indicateurs sociaux contribuent puissamment à renouveler les points de vue normatifs sur le progrès. Ainsi, la définition d’un "minimum social" accompagnant la croissance émerge. Il est désormais plus difficile de négliger des variables concernant la scolarisation, sa qualité ou l’insécurité sociale pour analyser la croissance économique. Un débat d’option de politique économique y trouve sans doute des fondements plus robustes. La question de l’opportunité de la marchandisation de tous les rapports sociaux s’en trouve également posée avec plus d’acuité (Perret 2003). Des programmes internationaux visant à en mesurer l’efficacité se mettent en place, ouvrant sur des conceptualisations nouvelles comme, par exemple, le capital social (OCDE 2001).

Toutefois, comme nous l’avons indiqué, les décrochages des indicateurs sociaux conduisent à "redécouvrir" la charge que constituent les dépenses sociales tout en mettant en valeur des modèles sociaux différenciés (Osb erg & Sharpe 2004). Mais les estimateurs de performances fluctuant entre des bornes définies à l’avance, les choix méthodologiques postulent à des évolutions lentes mais continues des variables sociales qui ne sont pas démontrées car généralement hors des fenêtres temporelles retenues. Les indicateurs sociaux, en tant qu’outil, raisonnent donc dans

une conception, elle aussi, continue de la croissance. Cela en limite indéniablement la portée. Pour élargir la connaissance de ces décrochages et, éventuellement, dégager une cause des fluctuations des indicateurs sociaux moins fruste que la seule "charge" que représenteraient les dépenses sociales, la dimension historique fait défaut.

En effet, la fenêtre temporelle des indicateurs sociaux est trop étroite pour déterminer ce que ces phénomènes ont de récurrent ou d’inédit. Or, l’intérêt d’une perspective historique est d’abord de rendre compte du caractère récurrent d’un phénomène, des causes de la récurrence et de son éventuelle modification au cours du temps. Il se trouve que les éléments constitutifs des indicateurs sociaux font l’objet de récurrence dans les économies développées. Il en ressort que la soutenabilité d’un régime de croissance au vue du développement social est avant tout une dimension historique. Cet élément constitue pour nous une incitation à discuter la nature de la croissance.

Sur longue période, la possibilité de construire des indicateurs sociaux multi-critères aussi riches et précis que l'Indicateur du Développement Humain, l'indicateur de santé sociale (ISH) ou l'indicateur de bien-être social (IBE) est très limitée. Leur historicisation n'apparaît donc pas comme une voie raisonnable. Toutefois, les principales composantes du développement social que sont la protection de la vieillesse, la santé et l'éducation, sont quantitativement définies, pour la France, sur des périodes allant, au minimum, du milieu du 19ème siècle jusqu'à aujourd'hui. Chacune d'elles s'accroit plutôt par ruptures, sur des périodes courtes et typées. La première partie de ce travail étudie chaque composante et dégage des arguments permettant de les agréger en un indicateur synthétique, dit de développement des hommes. La seconde partie interroge les déterminants des évolutions de cet indicateur.

1 Mode de développement de chaque composante des dépenses sociales : vers un indicateur synthétique


Dans les années 1990, la recherche est étendue. De semblables fluctuations inverses caractérisent également des dépenses sociales, et plus particulièrement la protection de la vieillesse, la santé et l'éducation. L'hypothèse de l'existence d'une fonction correctrice de ces dépenses est posée. Sa vérification suppose de montrer en quoi ces dépenses sont réductibles à une fonction.

1.1 Le rythme de développement de chaque composante

Les séries longues de dépenses sociales mobilisées dans ce travail concernent la protection de la vieillesse, la santé et l'éducation. Bien entendu, elles ne couvrent pas tout le champ des dépenses sociales. En revanche, chacune d’entre elles est disponible pour la période 1850-2004 et est mesurée à partir des dépenses globales, publiques et privées, qui lui sont consacrées annuellement. La méthodologie utilisée dans la constitution de ces séries est l'histoire quantitative qui fournit une
information qualitativement homogène, continue et vérifiable à partir d'un cadre comptable qui autorise la confrontation des différentes variables (Marczewski 1961, Lepetit 1989).

L'hypothèse d'un développement aléatoire de ces dépenses n'est guère soutenable. Pour repérer leur rythme de croissance, il convient de poser explicitement une position méthodologique. Ces séries ont été constituées en référence à des résultats issus d'une analyse cyclique de la conjoncture économique de l'économie française sur deux siècles. Les travaux qui en sont à l'origine montrent, tout à la fois, une contribution originale de ces trois composantes aux fluctuations du produit national et tendent à dégager leurs mouvements propres. Sans ces résultats, notre propre recherche n'aurait sans doute pas vu le jour. Aussi sommes-nous doublement contraintes par la conjoncture de long terme et par les propositions faites par les études "sectorielles" des 3 composantes.

Nous retenons une définition générique du cycle comme un phénomène associant des persistance typées et des mouvements de déviations d'agrégats économiques par rapport à leur tendance. Cette définition nous permet, à partir de l'extraction des tendances, de mettre à jour des faits stylisés par calculs des moments d'ordre un et deux des fluctuations des séries considérées. La faiblesse de notre méthode tient à la simplicité du calcul du trend qui peut troubler la récurrence des phases successives du cycle. Dans un premier temps, nous nous en contentons et subordonnons son amélioration aux résultats acquis dans ce travail de cadrage.

Entre 1850 et 2004, le développement des trois composantes des dépenses sociales est analysé relativement à celui du PIB marchand (Annexe 1) afin d'éviter des biais issus d'autocorrélation entre les variables, à partir de la périodisation suivante :

**Tableau 1 - Les cycles longs de la production**

<table>
<thead>
<tr>
<th>2ème cycle</th>
<th>3ème cycle</th>
<th>4ème cycle</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Kondratieff</td>
<td>Kondratieff</td>
<td>Kondratieff</td>
</tr>
<tr>
<td>croissance</td>
<td>croissance</td>
<td>croissance</td>
</tr>
<tr>
<td>accélérée</td>
<td>accélérée</td>
<td>accélérée</td>
</tr>
<tr>
<td>1850-1868</td>
<td>1870-1889</td>
<td>1894-1913*</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>3ème cycle</th>
<th>4ème cycle</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>A</td>
<td>B</td>
</tr>
<tr>
<td>croissance</td>
<td>croissance</td>
</tr>
<tr>
<td>accélérée</td>
<td>accélérée</td>
</tr>
<tr>
<td>1850-1868</td>
<td>1870-1889</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>4ème cycle</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>A</td>
</tr>
<tr>
<td>croissance</td>
</tr>
<tr>
<td>accélérée</td>
</tr>
<tr>
<td>1894-1913*</td>
</tr>
</tbody>
</table>


Les points de retournement identifiés pour cette périodisation correspondent aux résultats statistiques relatifs aux fluctuations du produit physique dans son ensemble. Par conséquent, ils masquent les fluctuations sectorielles de l'activité. De même, la périodisation ainsi présentée ne fait pas état du dynamisme relatif de la croissance du PIB au cours des différentes phases d'expansion ou de dépression.

L'ordre de présentation des composantes ressort uniquement de leur hiérarchie en volume.

1.1.1 Le développement de la prise en charge de la vieillesse

Graphique 1 – Dépense de protection de la vieillesse à prix constants (ln)
de 1850 à 2004

Loi 1910 instaurant les retraites ouvrières et paysannes

Loi 1935 instaurant l'Assistance Obligatoire aux
vieux, infirmes et incurables

Loi 1894 régissant les pensions
des mineurs.
Les 1er régimes spéciaux sont
apparus au début du 19ème

Loi 1893 instaurant l'Assistance
Médicale Gratuite

1946 : Loi instaurant la
Sécurité Sociale

Écarts à la tendance

Lecture des graphiques : Dans ce graphique, comme dans les suivants, nous utilisons des données corrigées des effets prix à partir de l'indice des prix du PIB (Annexe 1).
Cette correction atténue, sans évidemment l'éliminer, l'amplitude de croissance des séries sur la période. C'est pourquoi nous prenons le logarithme népérien de chacune d'elle. Sont ensuite calculés la tendance et l'écart à la tendance.

Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, le profil d'évolution de la protection de la vieillesse est clairement contra-cyclique. Il faut toutefois remarquer qu'au cours de la phase B du 2ème cycle Kondratieff, cette dépense augmente de 1870 à 1885 puis se stabilise pendant une dizaine d'années. La fluctuation inverse est particulièrement marquée pour les phases de dépression du PIB car au cours des phases de croissance de ce dernier, la dépense de vieillesse à prix constants évolue peu. La prise en charge de la vieillesse connaît une évolution pro-cyclique après la seconde guerre mondiale. Les phases de croissance économique sont également caractérisées par une stabilité de la dépense de protection de la vieillesse.
1.1.2 Le développement de la santé


Graphique 2 – Dépense de santé à prix constants (ln) de 1850 à 2004

[Graphique montre la tendance de la dépense de santé à prix constants de 1850 à 2004, avec des annotations pour les lois importantes (1898 : Loi sur les accidents du travail, 1930 : Loi sur les Assurances Sociales, 1946 : Loi instaurant la Sécurité Sociale).]

Ecart à la tendance

[Graphique montrant les écarts à la tendance de la dépense de santé de 1850 à 2004 avec des moyennes mobiles 9 ans.]
Les points de retournement de la dépense totale de santé sont, à peu de chose près, les mêmes que ceux du PIB marchand. Au cours de la phase de croissance du 2\ième cycle Kondratieff, la santé évolue d'abord comme le produit jusqu'en 1862 puis amorce une évolution contra-cyclique jusqu'au début de la Grande Dépression. Durant cette phase de dépression, de 1870 à 1895, la dépense de santé progresse certes, mais très peu. La phase B, qui couvre la période de l'entre-deux-guerras, présente, elle aussi, un profil particulier puisque la dépense de santé ne fluctue de manière contra-cyclique que de 1920 à 1934. Sur le dernier cycle long, la santé fluctue comme le PIB.

1.1.3 Le développement de l’éducation et de la formation : la dépense sociale d’éducation


**Graphique 3 – Dépense sociale d'éducation à prix constants (ln) de 1850 à 2004**

---

\(^4\) La dépense intérieure d'éducation représente toutes les dépenses effectuées, sur le territoire national, par l'ensemble des agents économiques pour les activités d'éducation (enseignement scolaire et extra-scolaire de tous niveaux, organisation du système éducatif par l'administration générale, l'orientation, la documentation pédagogique et la recherche sur l'éducation), pour les activités destinées à favoriser la fréquentation scolaire (cantines et internats, médecine scolaire, transports) et les dépenses demandées par les institutions (fournitures, livres, habillement).
Écarts à la tendance

L'éducation est la dépense sociale qui présente à la fois le mouvement contra-cyclique le plus net jusqu'en 1945 et la plus grande stabilité en cours de phase de croissance économique. Dans ce dernier cas, la pro-cyclicité des fluctuations marque également le dernier cycle long.

Graphique 4 – Synthèse des fluctuations des 3 composantes et du PIB marchand – Écarts à la tendance

Le développement de chacune des dépenses sociales retenue partage les caractéristiques suivantes :
- Du milieu du 19ème siècle jusqu'en 1945, les phases de croissance de ces dépenses correspondent aux phases de dépression de la croissance économique. C'est donc dans les causes des blocages de la croissance qu'il faut a priori rechercher la justification de l'expansion de ces dépenses. Il a été montré que les fluctuations du produit s'expliquent par la perte d'efficacité du rapport de production et son aptitude décroissante à rémunérer correctement un capital en voie de suraccumulation. C'est dans les tâtonnements techniques, liés aux innovations, et sociaux, liés à
l'augmentation du taux d'exploitation et donc à la dégradation des salaires et des conditions de travail, que des rapports de production rénovés se mettent en place (Fontvieille 1986 ; Bocarra 1988-1989). Le développement des dépenses sociales constituerait donc un élément endogène du processus de régulation, élément qui serait démontré par sa reproduction périodique sur plusieurs variables représentant des dépenses socialisées.

- Le passage de la contra-cyclicité à la pro-cyclicité à partir de 1945 est également commun aux trois dépenses sociales envisagées. Ce mouvement suggère un changement de la fonction de ces dépenses par rapport à la croissance et, par là même, une transformation du processus de régulation.

- Enfin, les trois composantes connaissent, dans des proportions et pour des temps différents une croissance en palier : lorsque la croissance économique est durablement relancée, les dépenses sociales se stabilisent à peu près aux niveaux qu'elles ont atteints à la fin de la phase de dépression précédente.

Nous considérons que les caractéristiques communes partagées par cet ensemble de dépenses sociales sont suffisamment étayées et convergentes pour les combiner dans un indicateur les synthétisant mais susceptible de représenter également un phénomène plus large que la somme des composantes.

1.2 Un développement ordonné des trois composantes

La recherche d'un ordre dans le développement des 3 composantes a pour but d'illustrer non pas la fonction réalisée par ces dépenses, élément éclairé par le point précédent, mais son éventuel mode d'organisation. Pour cela, nous ramenons les séries du PIB marchand, de la prise en charge de la vieillesse, de la santé et de l'éducation à autant d'indices.

Graphique 5 – **Les composantes du développement des hommes et le PIB, 1850-2004 – Indice 100 = 1920**

Les dépenses sociales contribuent périodiquement à élever la qualité du travail vivant et à rétablir un rapport de production efficace. A cette fin, le capital suraccumulé, ne parvenant plus à obtenir une rémunération suffisante, fait l'objet de procédures de dévalorisations structurelles : les innovations sélectionnent des capitaux capables de relancer fortement la productivité du travail total pour des mises en valeur à des taux de profits élevés tandis que les autres sont dévalorisés c'est-à-dire détruits ou bien mis en valeur à taux réduits ou nuls. Les dépenses sociales, en cristallisant des dévalorisations du capital suraccumulé, trouvent périodiquement le moyen de se développer en assurant une élévation qualitative du travail et de la population. La
croissance des dépenses sociales en phase de dépression, en devenant une partie de la
solution autorisant la sortie de crise, constitue, simultanément, une contrainte que le
mode de régulation installe comme donnée structurelle dans le nouveau mode de
croissance.
Il nous semble que dans ce cadre les dépenses sociales se développent selon un ordre
assez précis. L’effort précoce réalisé en matière de prise en charge de la vieillesse, à
partir de 1885, peut être compris comme la recherche de l’éviction des travailleurs
âgés. L’élévation de la qualité du travail vivant passe par le rajeunissement de la main-
d’œuvre disponible, avec un développement concomitant, mais très modéré, de la
santé. Il s’agit en quelque sorte d’une dévalorisation "primitive", cherchant
l’extériorisation des facteurs pesant sur l’efficacité du rapport de production. Dans la
crise de l'entre-deux-guerres s’esquisse une dévalorisation faisant intervenir davantage
la qualité du travail à travers la santé, d'abord, puis l'éducation. Le développement de
l'ensemble de ces dépenses sociales après la seconde guerre mondiale ne peut plus
s'expliquer en terme de dévalorisation du capital. Dès lors, l'hypothèse d'un mode de
fonctionnement propre à ces dépenses sociales peut être avancée, plutôt d'ordre
qualitatif. Par exemple, l'amélioration de la santé d'une population accroît la valeur
des dépenses éducatives réalisées.
Par ailleurs, la périodisation des cycles longs qui permettait de dégager les périodes
de développement des dépenses sociales ne se retrouve plus ici. Lorsqu'on neutralise
les volumes, les phases qui apparaissent sont plutôt les suivantes :
- jusque dans les années 1880-1885, les dépenses sociales se développent moins que le
  PIB ;
- du milieu des années 1880 jusque dans l'entre-deux-guerres, elles se développent plus
  vite que la croissance avec une forte tendance contra-cyclique ;
- après la seconde guerre mondiale, elles se développent comme le PIB mais beaucoup
  plus rapidement.
L'indicateur du développement des hommes que nous proposons maintenant procède de
l'agrégation des trois dépenses sociales étudiées jusqu'ici. Ainsi évalué, cet indicateur
sous-estime bien entendu la masse des dépenses orientées vers la population. Ainsi,
en 2004, l'indicateur de développement des hommes représente 29 % du PIB total. Des
dépenses telles que, par exemple, les allocations chômage, les prestations familiales et
les dépenses sociales pour le logement ne sont pas prises en compte. Mais, tel qu'il
est construit, l'indicateur est homogène sur la longue période.

Graphique 6 – Indiceur de développement des hommes à prix constants
(ln) de 1850 à 2004
Ecart à la tendance

Le principal élément nous autorisant cette agrégation est la contribution décentralisée de ces dépenses à une fonction, celle du développement périodique du travail vivant dans le rapport de production, lorsque ce dernier fait l'objet d'un dérèglement structurel altérant – bloquant – le jeu du régulateur central, le taux de profit.

2. Etudes des déterminants du développement des hommes

La mise en évidence statistique d'un mouvement typé du développement des hommes par rapport à la croissance interroge les déterminants de ce mouvement. Deux voies sont possibles.

2.1 L'hypothèse d'une détermination démographique des fluctuations du développement des hommes

Compte tenu de la nature des dépenses considérées l'une des hypothèses fortes qui se présente concerne la dynamique démographique. En effet, ce mouvement propre au développement des hommes pourrait être l'expression d'une temporalité démographique à laquelle serait étroitement lié le rythme des dépenses pour la population.

Dans cette optique, l'examen de l'évolution de chacune des composantes du développement des hommes rapportée aux effectifs concernés par ces dépenses permet de situer le rôle de la dynamique démographique dans le mouvement des variables (Séries et méthodes : Annexe 3). Pour tester cette hypothèse, nous proposons, pour chacune des trois composantes, une population cible pondérée sur laquelle porte une part prépondérante de la dépense.

2.1.1 Protection de la vieillesse et démographie

Afin d'approcher une dépense de protection de la vieillesse par tête de 1850 à 2004, la dépense totale est rapportée annuellement à la population inactive de 60 ans et plus. Ce choix repose sur deux éléments. D'une part, au 19ème comme au 20ème siècle, l'inactivité avant 60 ans ne correspond pas, pour la grande masse de la population, au statut de retraité. D'autre part, l'existence d'une population en activité au-delà de l'âge de 60 ans, en particulier au cours du 19ème siècle dans le monde rural (Marchand & Thélot 1997), implique d'exclure cet effectif du calcul.
2.1.2 La consommation médicale par tête

Estimer l'impact de la démographie sur la consommation médicale implique la construction d'une population fictive qui, par hypothèse, regroupe les individus les plus consommateurs de soins. Les différents travaux relatifs au cycle de vie de la consommation médicale montrent que la dépense de santé, pour un individu, est concentrée sur les derniers mois de la vie, quelque soit son âge (DREES 2002c, Grignon 2002). Ces travaux soulignent par ailleurs que, sur la longue période, le vieillissement démographique "pèse" sur la dépense. En d'autres termes, la part des personnes âgées, vieillissantes, lorsqu'elle augmente, tend à accroître la dépense. La population cible retenue affecte donc à la mortalité annuelle aux différents âges un indice de vieillissement démographique. Enfin, la consommation médicale par tête rapporte la dépense totale de santé à cette population.

Graphique 8 — Ecarts à la tendance de la dépense de santé totale et par tête à prix constants (ln) de 1850 à 2004
2.1.3 Dépense d'éducation et démographie scolaire

Enfin, pour cerner le rôle de la démographie dans les mouvements de la dépense d'éducation, nous proposons de rapporter la dépense aux effectifs concernés chaque année. L'effort national consacré à l'éducation implique d'observer la dépense affectée à la population scolarisée compte tenu de la population potentiellement scolarisable. En effet, si l'on rapporte la dépense à chaque élève scolarisé, on ne tient pas compte de la progression de la scolarisation aux différents âges. Le calcul effectué propose donc de reporter la dépense intérieure d'éducation aux effectifs scolarisés pondérés par un indicateur de progression de la scolarisation par niveaux de scolarisation.

**Graphique 9 – Écart à la tendance de la dépense d’éducation totale et par tête à prix constants (ln) de 1850 à 2004**

Les résultats obtenus sont peu discriminants pour déterminer si les fluctuations des composantes du *développement des hommes* sont de nature démographique ou non. En effet, la superposition des écarts à la tendance de la dépense générale et de la dépense par tête, pour la santé et la vieillesse, peut tout aussi bien amener à conclure que le phénomène est purement démographique ou, au contraire, que la démographie n'explique pas les fluctuations. Pour l'éducation, en revanche, la démographie semble amortir ou, au contraire, accroître les fluctuations de la dépense, selon que le système éducatif se trouve dans une phase de généralisation d'un niveau d'éducation (primaire à la fin du grand 19ème, secondaire à partir de la fin des années 1960 ou supérieur à partir du milieu des années 1980) ou, au contraire, dans le développement du niveau d'éducation supérieur (secondaire à partir de l'entre-deux-guerres et jusqu'au début des années 1960 5).

Ces problèmes d'interprétation appellent, de toute évidence, un approfondissement de l'analyse du rôle de la démographie dans la dynamique des dépenses pour le *développement des hommes*. Il s'agit, tout d'abord, d'améliorer la "démographie" accrochée à la dépense en dégageant des profils démographiques en rapport avec la nature de la consommation retracée par chaque dépense et avec l'évolution historique de cette consommation. Il s'agit ensuite, de tester d'autres indicateurs.

---

5 On note que dans la période récente, le développement de l'enseignement supérieur s'est fait sans effort particulier.
Nous situons l'enjeu de cet approfondissement dans l'identification d'un mode de régulation propre à ces dépenses.

2.2 Les déterminants économiques du développement des hommes : le DH dans le rapport de production

Du point de vue économique, cet indicateur fait bien entendu écho aux repérages des consommations collectives qui se sont développées avec le salariat (Grevet 1976, Aglietta 1997, Castel 1995). Elles prennent en charge des besoins dont la satisfaction n'est pas directement nécessaire à la production tout en conditionnant la productivité apparente du travail. Leur nature explique qu'elles se développent à côté de la rémunération directe du travail, le salaire, et dans des formes propres qui échappent à une détermination purement marchande. C'est pourquoi les dépenses constitutives du développement des hommes participent à ce que nous qualifions de dualisation de la composante humaine du rapport de production.

Ce qui nous intéresse ici est de repérer comment cette dualisation s'installe dans le fonctionnement du rapport de production et participe, conflictuellement, à sa transformation par action sur chacune de ses composantes, le travail, bien sûr, mais aussi le capital.

Si l'indicateur de développement des hommes compte aujourd'hui des dépenses sociales, cela n'a pas toujours été le cas. A l'origine, il s'agissait principalement de dépenses d'entreprises. Pour caler l'indicateur, il paraît donc nécessaire de le renseigner d'abord relativement au rapport du capital et du travail dans les entreprises, cœur du rapport de production, pour voir ensuite comment son développement remonte dans l'organisation sociale.


2.2.1 Le développement des hommes comme composante stabilisante du rapport de production

Dans un premier temps, nous essayons de cerner la contribution des entreprises au développement des hommes. Pour cela, nous comparons la série du développement des hommes financé par les entreprises à la série du développement des hommes général. Dans ce construit statistique, la double source de la série du développement des hommes entreprise

6 La série du DH entreprise est une première série qui appelle de sérieuses améliorations. En effet, dans la constitution des séries relatives à la santé, la vieillesse et l'éducation les recherches sur les financements des entreprises sont celles qui ont le moins été poussées. Si les séries de Piketty corrigent pour partie cette lacune pour la santé et la vieillesse, il n'en est rien pour l'éducation. Toutefois, la dépense des entreprises en matière d'éducation retracée dans la série de Carry est considérablement sous-estimée.
constitue une limite évidente. Toutefois, les tendances qu'elle met en valeur prolongent les mouvements identifiés jusqu'ici. Sous réserve d'améliorer cette série de référence, nous utilisons donc ses résultats.

**Graphique 10 - DH entreprise et DH général à prix constants (ln) de 1900 à 1998**

**Écarts à la tendance**

Comme l'indicateur général de **développement des hommes** pour la même période, de 1900 à 1939, nous retenons l'effort cyclique des entreprises. De manière plus inattendue, nous relevons également le rôle de compensation que joue le **développement des hommes** général lorsque le financement des entreprises se rétracte (1900-1914), (1920-1926). Cela semble indiquer que le rapport de production développe des mécanismes de réglage pour assurer le maintien du **développement des hommes** à un certain niveau. Ce niveau est lui-même déterminé par les besoins du capital : un rapport de production performant se traduit par un désengagement relatif des entreprises au détriment des autres financeurs ; en revanche, des difficultés économiques persistantes se traduisent par une forte relance du financement du **développement des hommes** par les entreprises qui entraînent les autres financeurs.
Après la seconde guerre mondiale, le développement des hommes, qu’il soit général ou des entreprises, fluctue comme la croissance économique. Sa très forte progression se construit par une réorganisation de son financement. Avec la mise en place du salaire socialisé, la contribution des entreprises, qui tire la tendance au cours de la reconstruction, progresse sur un rythme beaucoup plus lent que l’ensemble jusqu’à la fin des années 1970. Dans l’actuelle phase de dépression, la croissance du développement des hommes ralentit globalement avec un désengagement relatif des entreprises depuis le début des années 1980.

2.2.2 Les conséquences du développement des hommes sur les composantes du rapport de production

L’ouverture de la composante humaine du rapport de production au développement des hommes peut être approfondie en rapportant l’indicateur à la rémunération des facteurs de production.

Graphique 11 – Salaires, profits et développement des hommes à prix constants de 1900 à 1998

![Graphique 11](image1)

Source : à partir de Piketty (2001), 703-704 et auteurs.

Graphique 12 – Rapport du développement des hommes à la rémunération des facteurs de production (ln) de 1900 à 1998

![Graphique 12](image2)
Ecarts à la tendance

Sur l'ensemble de la période, le développement des hommes progresse plus rapidement que la rémunération des facteurs de production. De sorte que le prélèvement qu'opère le développement des hommes se fait au détriment de la rémunération des facteurs. Cependant, les effets sur les facteurs de production ne sont pas identiques. En effet, alors que le prélèvement que réalise le développement des hommes sur la rémunération du travail conduit à développer cette composante du rapport de production, le prélèvement réalisé sur les profits conduit au contraire au recul de ce dernier dans le rapport de production. (Graphiques 11 + 12)

Ce dernier élément a deux conséquences que nous ne sommes pas en mesure de discuter ici. La première concerne "l'hybridation" du capital productif, sa transformation qualitative par les composantes du développement des hommes, tout particulièrement les dimensions informationnelles en lien avec la croissance du niveau de formation de la population active. La seconde concerne la diversification des formes du capital lui-même, notamment sa financierisation, pour lever les indéterminations de la rentabilité du capital productif investi.

La comparaison des écarts à la tendance des deux ratios vériﬁe également le passage d'une contra-cyclicité à une pro-cyclicité après la seconde guerre mondiale. Au cours de la phase de dépression de l'entre-deux-guerres, la part du produit qui va au développement des hommes croît plus rapidement que celle qui sert à rémunérer les facteurs de production. Cette contra-cyclicité illustre sous un autre angle le processus de dévalorisation du capital suraccumulé.

Après la seconde guerre mondiale, la rémunération des facteurs de production progressant à des rythmes comparables, la croissance plus rapide du développement des hommes n'est pas discriminante. En revanche, dans les difficultés qui marquent la croissance économique à partir du milieu des années 1970, on peut distinguer plusieurs étapes (Graphique 11) :

- La reprise conjoncturelle de la rémunération du capital ainsi réalisée s'interrompt à nouveau à partir de 1989. C'est la croissance simultanée de l'ensemble des composantes humaines du rapport de production qui est alors ralentie.
Le freinage de la croissance du développement des hommes, que l'on situe au milieu des années 1980, comme d'autres indicateurs sociaux, fait apparaître un mouvement organisé d'abord autour de la "maîtrise des dépenses publiques", repéré ici par la dépense d'éducation (cf. graphique 5), puis, plus récemment, par une rétraction des dépenses prises en charge par le salaire socialisé. C'est cette évolution du développement des hommes qui justifie le plus souvent l'hypothèse selon laquelle les dépenses pour la population constituaient une charge trop lourde pour la croissance (supra).

Le volume atteint par ces dépenses, près de 30 % du PIB, en fait certes une composante considérable de la croissance. Ce volume en fait simultanément une condition structurelle, ce que marquent les progressions périodiques de l'indicateur lors des sorties de phase de dépression. Ces irréversibilités conduisent, après la seconde guerre mondiale, à une transformation du rôle du développement des hommes dans la croissance.

2.2.3 Valeur de la composante humaine du rapport de production et conflits de régulation

La valeur de la composante humaine du rapport de production présente une dualité économique combinant une détermination marchande, à travers le salaire, et une détermination non marchande, à travers le développement des hommes.

**Graphique 13 – Rapport des salaires et du développement des hommes au PIB, 1900-1998**

Cette composante humaine du rapport de production ressort toujours de la conjoncture du capital (Graphique 12) mais développe en son sein une sous-composante qui n'obéit pas aux mêmes principes de régulation.

Selon nous, les processus successifs de sortie de crise structurelle, auxquels contribue le développement des hommes, inscrivent celui-ci comme une irréversibilité dans le système économique, irréversibilité qu'il convient de qualifier.

- La progression des dépenses pour l'éducation, la santé, la vieillesse donne lieu à des tentatives "d'auto-réglage", c'est-à-dire à l'amorce de processus de régulation autonome, indiquant une rationalité propre au développement des hommes. Nous pensons par exemple au développement ordonné des trois composantes de l'indicateur (Graphique 5) : la protection de la vieillesse puis celle-ci avec la santé et, enfin, les deux premières avec l'éducation, éléver la qualité du travail vivant, modifiant ainsi, périodiquement, l'équilibre du rapport de production. Nous pensons également à la croissance "ordonnée" des temps de formation sur le cycle de vie (Michel 2002). Cette croissance, cumulative, tend à s'autonomiser des besoins du capital : ce
développement cohérent des temps de formation inclus progressivement des formations qui ne sont pas finalisées par l’activité productive (Vallade 2002). Depuis 1945, la pro-cyclicité de ces différentes tentatives d'auto-réglage souligne sans doute la maturité acquise par le développement des hommes, et par là même son organisation en tant que forme sociale spécifique.

- Se pose alors la question de savoir si l'on n’assisterait pas à la montée de principes de régulation propres au développement des hommes. La caractérisation de ces fonctionnements, inachevée, implique d'avancer dans la spécification du "produit" associé aux dépenses sociales et incorporé à la population.

Tout cela intervient dans un cadre où le mode de régulation dominant exerce en permanence, et de manière totalement décentralisée, des pressions contre ces dépenses. Classiquement, toute réduction des dépenses pour le développement des hommes constitue un soutien à la rentabilité à court terme des capitaux et cet aspect n'est pas négligeable. Dans le même temps, les tentatives de marchandisation de ces formes, sous-optimales (Michel 1999), ne permettent ni de les réduire ni de faire émerger un mode de régulation du développement des hommes efficacement coordonné au mode de régulation d'ensemble.

L'absence d'un mode de régulation des dépenses constitutives de cet indicateur contrarie donc le réglage d'un fonctionnement efficace qui lui serait propre. Elle contrarie également le jeu du mode de régulation d'ensemble qui, du fait du rôle pris par le développement des hommes dans le fonctionnement économique, bute lui aussi sur cette indétermination.

Conclusion

Sous réserve de comparaisons internationales, l'indicateur synthétique de développement des hommes proposé ici permet d'avancer sur plusieurs points. Tout d'abord, il retrace la contribution à la croissance de longue période d'un ensemble de dépenses, fonctionnellement unitaires, à côté du travail et du capital. Les résultats statistiques obtenus suggèrent que les modalités de cette contribution changent au cours de l'entre-deux-guerres, le développement des hommes fluctuant comme le PIB après 1945.

Au-delà, mis en rapport avec les fluctuations longues de la rémunération de chaque facteur de production, le développement des hommes apparaît comme une composante stabilisante du rapport de production. Cette composante, marginale en début de période (1850), s'installe comme un élément permanent du système. À travers cette mise en perspective historique, l'irréductibilité des dépenses sociales à une charge pour la croissance de long terme apparaît, dans le cas de la France, comme un résultat difficilement réfutable.

Ce résultat appelle ensuite une réflexion théorique susceptible d'éclairer à la fois la contribution du développement des hommes à la croissance et la transformation de cette contribution après 1945. Dans l'interprétation que nous proposons, le développement des hommes se structure en composante de la croissance. Cette composante, qui progresse au cours des phases de dépression, est à l'origine d'une "dualisation de la composante humaine du rapport de production". Ce faisant, elle renouvelle périodiquement le rapport de production dont l'efficacité dépend de plus en plus d'une dépense qui échappe à la régulation dominante. Dans le même temps, l'indicateur de développement des hommes éclaire la transformation de la (re)distribution du revenu national.

Enfin, nous souhaitons plus particulièrement insister sur deux questions ouvertes par la construction de cet indicateur. La première concerne la contribution du développement des hommes à la croissance de la productivité. La montée de cette variable en longue période, sa structuration, modifient en effet à la fois le pôle du travail vivant dans le rapport de production mais aussi le rapport du capital au travail dans ce même rapport. Les progrès périodiques du développement des hommes portent selon
nous une hybridation du capital, entendue à la fois comme une dépendance du capital à cette composante et comme un vecteur transformant ce dernier par élévation de son efficacité. Cette hybridation est notamment perceptible à travers la dimension informationnelle de la technologie. Elle porte simultanément un questionnement sur la nature la production sociale.

Le second groupe de questions porte sur la caractérisation d’une régulation propre au développement des hommes. La régulation économique dominante, en introduisant cet ensemble de dépenses, active la démographie comme élément régulateur potentiel. Or, à l’issue de ce travail, l’étude de la démographie comme facteur explicatif des fluctuations de l’indicateur reste à faire. Nous comprenons ce nécessaire effort comme un moyen d’identifier le "produit", c’est-à-dire la transformation de la dépense en un "surplus" médiatisé par les individus. Rendre compte de cette logique de production permettrait, à terme, de réévaluer l’efficacité de la dépense pour le développement des hommes et, ainsi, de faire un pas important dans la compréhension de son mode de régulation.
Annexe 1 – Présentation des séries du PIB marchand et du déflateur

La série du PIB marchand utilisée dans cet article résulte de la différence entre le PIB total de la France de 1850 à 2004 et le PIB non marchand.

Tableau 2 - Sources et composition des séries utilisées pour calculer le PIB marchand

<table>
<thead>
<tr>
<th>1 - PIB total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Composante 1 : 1850-1938</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(Toutain 1987 révisée 1997a, pp. 54-58)</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Composante 2 : 1949-1994</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>(Toutain 1997a, pp. 131-132)</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Détail série Toutain 1997a</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Agriculture</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Toutain (1961, 1971)</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Industrie</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Markovitch (1965-1966)</td>
</tr>
<tr>
<td>Toutain (1997a)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Service</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Logement</td>
</tr>
<tr>
<td>Professions libérales</td>
</tr>
<tr>
<td>Domestiques</td>
</tr>
<tr>
<td>Services publics</td>
</tr>
<tr>
<td>Transports</td>
</tr>
<tr>
<td>Commerce</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

| 2 - PIB non marchand             |
| **Composante 1 : 1850-1938**     | **Série Toutain : État dans produit du secteur tertiaire** |
| **(Toutain 1997a, 39-43)**       | |
| **Composante 2 : 1959-2004**     | **Série Insee : Branche non marchande des Comptes nationaux** |
| **Remarque : les valeurs du PIB non marchand de 1946 à 1958 ont été calculées par rétropolation de la part du PIB non marchand et de sa croissance dans le PIB de la Nation** |

**PIB marchand = PIB total – PIB non marchand**
Tableau 3 - Sources et composition des séries utilisées pour l’indice des prix


Graphique 14 – L’indice des prix du PIB

Toutes les séries ont été déflatisées par cet indice. Dans cet article la production du DH et de ses composantes sont évaluées par la dépense. Ces composantes étant non marchandes, il n’existe pas de référence prix. Bien entendu, il reste possible de passer par la structure des dépenses. Mais, à part pour l’éducation7, la structure de la dépense des autres composantes du DH nous est inconnue. Cela rend impossible l’utilisation d’indices de prix appropriés.

Le problème est celui de l’évolution de la production de l’objet visé (composantes du DH) relativement à une référence stable et pertinente en longue période. Nous choisissons le PIB dans la mesure où se sont les mouvements du PIB qui commandent à celui du DH dans les deux séquences saisies : la contra puis la procyclicité.

---

7 La dépense d’éducation est composée pour 2/3 de salaires et pour 1/3 d’investissements. Il est donc possible de construire un déflateur sur la longue période adossé à cette structure (déflateur = 2/3 prix de consommation courante appliqué à la part des salaires dans la dépense et 1/3 prix de gros appliqué aux autres composantes de la dépense c’est-à-dire la FBCF)
Graphique 15 – PIB marchand à prix constants (ln) de 1850 à 2004

Graphique 16 – Ecarts à la tendance et moyennes mobiles de 9 ans du PIB total et du PIB marchand à prix constants
Annexe 2 - Sources et méthode de séries composant le développement des hommes

Tableau 4 - Protection de la vieillesse

<table>
<thead>
<tr>
<th>Source 1 : 1850-1950</th>
<th>Source 2 : 1946-2004</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Reimat (1996)</strong></td>
<td><strong>A partir de 1946</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>1- Assistance</strong></td>
<td>Structure fictive de financement du risque</td>
</tr>
<tr>
<td>- Bureaux de bienfaisance + AMG publique + Loi</td>
<td>Vieillesse-survie : structure de financement de</td>
</tr>
<tr>
<td>- Financement privé de l'AMG 1897-1948</td>
<td>l'ens. de la Protec. Soc. (Cotisations =&gt;</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>2 – Pension CNR et mutualité</strong></td>
<td>&quot;entreprise&quot; ; Impôts et taxes + contributions</td>
</tr>
<tr>
<td>Subventions de l'Etat aux Sociétés de secours</td>
<td>publiques =&gt; &quot;Dépense publique&quot;) affectée aux</td>
</tr>
<tr>
<td>mutuel 1852-1910</td>
<td>prestations versées pour ce risque. &quot;Ménage&quot; =</td>
</tr>
<tr>
<td>Versements directs et indirects 1852-1932</td>
<td>prestations des Rég. de la mutualité, retraite</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>suppl. et prévoyance (Abramovici 2001,</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>DREES 2003, Betchel 2005)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

3. - Pensions Régimes spéciaux
- Pensions Militaires
- Participations de l'Etat aux pensions civiles 1850-1950
- Pensions Mineurs 1904-1994 + contribution de l'Etat
- Pensions cheminots +Autres régimes spéciaux 1850-1950

4. - Retraites Ouvrières et Paysannes, Ass. Sociales, Régime général
Contribution de l'Etat aux ROP 1911-1928
Cotisations Régime général 1911-1988
Régime facultatif des ROP 1911-1928

Tableau 5 - Santé

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>- Dépense de l'Etat et des collectivités dans le financement</td>
<td><strong>- Domin (1998)</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>de la consommation médicale 1833-1993</td>
<td>Nous avons procédé à une estimation de la</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dépense des entreprises dans la consommation médicale</td>
<td>dépense totale de santé à partir de la série</td>
</tr>
<tr>
<td>1899-1946</td>
<td>annuelle continue des dépenses hospitalières</td>
</tr>
<tr>
<td>Séries discontinues</td>
<td>Pour les années non renseignées, l'information a</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>été construite en interpolant, sur des périodes</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>courtes, la part de la dépense hospitalière</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>publique dans la dépense totale.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(DREES : Caussat et alii 2003 ; Fémina, Geffroy 2004)
divers DREES pour prolongements 1994-2004
Tableau 6 - Dépense sociale d’éducation

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Prolongement Insee par ASF</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Annexe 3 – Présentation et sources des séries démographiques

Tableau 7 – Sources et composition des séries démographiques

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Santé</td>
<td>- Mortalité par âge : INED - Indice de vieillissement : somme du poids de chaque tranche d'âges quinquennaux de 50 ans et plus dans la population totale</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Annexe 4

Graphique 17 – Rapport du développement des hommes au PIB marchand de 1850-à 2004

Écarts à la tendance
Bibliographie


